

Votre annonce n°22-52846 est maintenant prise en compte par la Direction de l'information légale et administrative.
La DILA en qualité d'éditeur officiel se réserve le droit, si nécessaire, de vous la retourner pour compléments ou précisions.
Dans ce cas vous en serez averti immédiatement par voie de messagerie.

Sous cette réserve, la Direction de l'information légale et administrative s'engage à diffuser cette annonce dans les plus brefs délais.



M1 - Formulaire Avis de marché

Aperçu de l'annonce

Avis de marché

Département(s) de publication : 36
Annonce No 22-52846
Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : VILLE DE CHATEAUROUX.
Correspondant : direction de la commande publique, hôtel de ville - place de la République - cS 80509 36012 Châteauroux
Cedextél. : 02-54-08-35-91 courriel : marches-publics@chateauroux-metropole.fr adresse internet : <http://www.chateauroux-metropole.fr>.
Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.marches-securises.fr>.

Objet du marché : mission d'assistance et d'études pour la réalisation des travaux de rénovation des installations de production et d'extension du réseau de distribution du réseau de la géothermie du quartier Saint Jean à Châteauroux et pour son exploitation.

Caractéristiques principales :

le réseau de chaleur géothermique du quartier Saint Jean, actuellement propriété du bailleur social Scalis, alimente 1 167 logements. Mis en service en 1986, le réseau de distribution connecte 11 sous-stations.

Aujourd'hui, outre le vieillissement normal des équipements, la reconfiguration du quartier et ses modifications en cours dans la dynamique de définition du projet de renouvellement urbain sont à même de modifier profondément l'équilibre technico-économique de cette installation. Des études préalables à la rénovation et à l'extension du réseau de chaleur du quartier Saint Jean ont été réalisées par le bureau d'études Inddigo. Le scénario actuellement retenu consiste à étendre le réseau vers 7 autres sous stations de bâtiments de logement et également à mettre aux normes la chaufferie avec l'installation de 3 pompes à chaleur haute température et de raccorder des bâtiments (existants et à venir). L'objet du marché est donc de valider ce scénario, d'approfondir les études de faisabilité (techniques, économiques, juridiques) et d'accompagner la Ville de Châteauroux sur le choix et le montage de la procédure en vue des travaux à venir et de l'exploitation de ce réseau

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : le marché comporte une tranche ferme (3 phases) et 4 tranches optionnelles :

- assistance à la reprise du réseau et du transfert du permis minier
- mise en œuvre du projet
- suivi des travaux
- suivi d'exploitation sur la première année.

Refus des variantes.

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) : 20 juin 2022.

Cautionnement et garanties exigés : exigence d'une garantie à première demande de la part du titulaire en cas d'acceptation du versement de l'avance par ce dernier, si les conditions pour en bénéficier sont réunies.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : marché financé sur fonds propres (budget général de la ville). Partie étude éligible aux subventions du Fonds chaleur de l'ademe.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : l'acheteur n'impose pas de forme particulière au stade de l'attribution du marché. Néanmoins, si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2341-5 du code de la commande publique (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail);
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents.

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature;
- En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise;
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat : reconnaissance RGE-ETUDES et qualifications OPQIBI (ou références et compétences équivalentes);

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Si l'appui, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre.

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus;
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays;
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Autres renseignements demandés :

- Autres renseignements demandés : le titulaire doit disposer des compétences et qualifications suivantes :
 - disposer d'un référencement bénéficiant de la reconnaissance RGE-ETUDES et possédant à minima les OPQIBI ou références et compétences équivalentes listés en annexe
 - être en mesure de modéliser avec un outil dynamique la conception du réseau et son fonctionnement et d'accompagner la maîtrise d'ouvrage selon une procédure adéquate de marché public pour la mise en œuvre d'une centrale sur réseau avec garantie de performance.
 - avoir déjà participé à la conception, au suivi de la réalisation et au suivi des performances de telles installations.
- La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- prix des prestations : 30 %;
- qualité de l'équipe : 20 %;
- qualité de la méthodologie : 20 %;
- expérience du candidat : 20 %;
- cohérence et adéquation du planning prévisionnel : 10 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 10 mai 2022, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : M22-025VDC.

Renseignements complémentaires : une audition des 3 candidats ayant présenté les meilleures offres initiales (après première analyse) pourra être organisée (prioritairement en visioconférence). La présente consultation pourra faire l'objet d'une négociation avec un, plusieurs ou l'ensemble des candidats, que ceux-ci aient présenté une offre régulière, acceptable, irrégulière ou inacceptable. Elle portera sur l'offre technique et / ou financière. Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables à l'issue de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Le marché peut cependant être attribué sur la base des offres initiales, le pouvoir adjudicateur se réservant la possibilité de ne pas négocier.

Les offres inappropriées et anormalement basses seront éliminées.

Le pouvoir adjudicateur procédera à l'analyse des offres des candidats sur la base des critères de sélection des offres et sélectionnera les 3 candidats avec lesquels il négociera. La procédure est entièrement dématérialisée.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Le DCE (dossier de consultation des entreprises) est librement et gratuitement accessible sur le profil d'acheteur (coordonnées en tête d'annonce), jusqu'à la date limite de remise des plis.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :
se reporter au règlement de la consultation du DCE.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 13 avril 2022.

Mots descripteurs : Assistance à maîtrise d'ouvrage, Etude, Géothermie.

Eléments non publiés

Eléments de facturation :

Numéro d'engagement juridique : AAPC M22-025VDC

Classe de profil : Commune

Siret : 21360044800012

Libellé de la facture : VILLE DE CHATEAUROUX Direction de la Commande publique Hôtel de Ville Place de la République CS 80509 36012 Chateauroux

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 10 mai 2022

Objet de l'avis : mission d'AMO pour la rénovation/extension et l'exploitation du réseau de géothermie - quartier saint jean à Châteauroux

Nom de l'organisme : VILLE DE CHATEAUROUX

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun



ACCR4222775



> Informations légales